

Accord de Gouvernement – Aspects “handicap”

PARTIE I. UN PAYS SOLIDAIRE

1. Gestion de la crise sanitaire (Pages 6-7)

Le Gouvernement désignera un commissaire/intendant mandaté pour une période de douze mois, soutenu par une équipe afin d'assurer la coordination des politiques de santé entre le niveau fédéral et les entités fédérées. Ce mandat est renouvelable pour une période de six mois. Le commissaire sera assisté par un comité scientifique interdisciplinaire et multidisciplinaire qui pourra être complété par des scientifiques internationaux et par une équipe de gestionnaires de projet.

1.1 Un nouveau contrat avec les citoyens, les entreprises et les institutions

Pour éviter la lassitude face au coronavirus, un nouveau contrat avec le citoyen, les entreprises et les institutions est nécessaire. Les mesures devront être compréhensibles, vécues comme sensées et garantissant la viabilité sociale. Elles devront être scientifiquement et économiquement fondées. Pour cela, il faut : [...]

- Poursuivre la professionnalisation de la communication, avec des conseils extérieurs. La communication vers les groupes cibles sera utilisée au maximum et la communication sera appropriée ;
- Investir davantage dans le conseil psychosocial, en particulier pour les personnes les plus vulnérables et le personnel de santé ;
- Mener une politique sur mesure tenant compte des groupes de population les plus fragiles, qu'ils soient moins mobiles ou non, et des besoins spécifiques des personnes handicapées ;

1.2 Un plan sanitaire qui met l'accent sur la prévention et la réduction des infections

- Des accords sur l'augmentation de la capacité de prélèvement et de dépistage (de pointe) et la recherche de gains d'efficacité et d'alternatives permettront de réagir à terme dans les 24 heures et de maîtriser rapidement une éventuelle épidémie.

- L'objectif de la deuxième ligne de défense est de faire face à une nouvelle vague épidémique et de déterminer comment nous devons intervenir. En fonction de cliquets, le risque d'infection ou le niveau de menace est déterminé et ciblé et des actions concrètes sont prises. À cette fin, les soins de première ligne, les maisons de repos (et de soins) et les autres établissements de soins pourront compter sur des équipes (hospitalières) mobiles.

1.3 1.3 Plans d'urgence

(...)

Un groupe de travail interfédéral et multidisciplinaire sera chargé d'évaluer et de mettre à jour les plans d'urgence existants (approvisionnement énergétique, approvisionnement alimentaire, catastrophes alimentaires, ozone et chaleur, maison de repos, nucléaire, etc.). Le groupe de travail examinera également quels plans d'urgence supplémentaires seraient opportuns.

2. Soins de santé

(...)

L'objectif est de réduire, d'ici 2030, de minimum 25% les inégalités de santé entre les personnes les plus favorisées et les moins favorisées en matière d'espérance de vie en bonne santé, de réduire le taux de mortalité évitable de 15%, et de revenir dans le « top 10 » européen en ce qui concerne le nombre d'années de vie en bonne santé, tout en garantissant une très bonne accessibilité et une bonne couverture.

(...)

C'est pourquoi nous développons une autorité de données de santé chargée du développement et de la mise en œuvre d'une stratégie. Ce point de contact unique pour les données de santé centralise les bases de données de manière conforme au RGPD par exemple via le 'quering' et soutient, entre autres, la recherche scientifique et le travail de préparation de politiques pour des soins de santé de qualité et efficaces.

La création d'un environnement sain aura une dimension importante dans la politique de santé. Nous devons non seulement combattre les maladies mais aussi faire de la prévention, en encourageant les examens de contrôle préventifs (e.a. soins dentaires, soins diététiques, soins de santé mentale, patients à risque, etc.) dans le cadre des compétences fédérales et en luttant contre la pollution (air, bruit, eau, produits néfastes pour la santé, etc.) ou une mauvaise alimentation (notamment via une stratégie contre la mauvaise alimentation).

(...)

Le Gouvernement s'appuiera sur le plan fédéral pour les malades chroniques afin d'aboutir à un plan interfédéral ambitieux.

(...)

Enfin, la Chambre a approuvé récemment une enveloppe supplémentaire pour les soins de santé mentale. Nous proposons également de rendre ce budget récurrent (200 millions d'euro).

(...)

La loi du 26 juin 1990 à la protection de la personne des malades mentaux fera l'objet d'une réforme approfondie sur la base des nouvelles connaissances dans le domaine des soins de santé et de la justice. Le travail préparatoire mené lors de la précédente législature par un groupe mixte justice-SSM servira de base à cet égard. Dans ce cadre nous demanderons aux experts de développer une approche pour diminuer l'impact sur les enfants de la dépendance grave des parents et parents en devenir.

Nous examinerons en outre une trajectoire de soins spécifique pour les patients atteints de démence précoce.

(...)

La révision de la législation sur les professions des soins de santé (loi de 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé) sera poursuivie et modernisée. Les actes seront confiées aux prestataires de soins de santé qui peuvent les exercer de la manière la plus efficace et de la plus qualitative possible.

Commenté [HA1]: S'agit-il du dossier "délégation des soins de santé" ?

3. Sécurité sociale (page 15)

La sécurité sociale fera l'objet d'une modernisation en profondeur, en collaboration avec les partenaires sociaux. La Déclaration des Partenaires sociaux à l'occasion des 75 ans de la Sécurité sociale en sera le point de départ. Les points suivants seront abordés :

- une sécurité sociale orientée vers l'avenir ;
- une sécurité sociale pérenne ;
- une culture de monitoring et d'évaluation ;
- une sécurité sociale forte et efficace ;
- un marché du travail inclusif ;

- une économie innovante et durable comme moteur de la productivité;
- gouvernance et gestion paritaire.

(...)

En outre, le Gouvernement luttera également contre la fraude sociale dans les régime d'allocation et contre le travail au noir dans les systèmes de prestations.

4. Pensions (page 16)

(...)

Le régime obsolète de la pension de maladie des fonctionnaires invalides sera évalué, en concertation avec les partenaires sociaux et les entités fédérées, en particulier pour les fonctionnaires qui sont encore loin de l'âge de la retraite, et sera davantage aligné sur le régime d'invalidité et le régime associé. les processus de réintégration qui existent parmi les employés

5. État et fonction publique (page 19)

(...)

Les objectifs suivants sont d'une importance capitale :

- Réduire les charges administratives pesant sur les citoyens et les entreprises, notamment en améliorant les services numériques, en débloquent et en développant davantage les applications d'administration en ligne (e-government) tout en respectant les principes « only once » et « think small first »

Nous continuerons à développer l'État électronique :

- Le Gouvernement fixera en première instance le principe du « numérique par défaut », qui stipule que toutes les procédures doivent être accessibles numériquement en standard ;
- Dans le même temps, nous garantirons que les services publics doivent rester accessibles à tous, y compris aux citoyens ayant peu de compétences numériques, de faibles revenus ou un handicap. Nous examinerons comment un réseau cohérent et reconnaissable de proximité et d'accessibilité peut être développé au sein des services publics existants pour aider les citoyens à effectuer leurs démarches administratives et à utiliser les applications numériques ;

(...)

Le Gouvernement va promouvoir l'utilisation de la carte européenne d'invalidité (CEE) auprès des autorités locales et veillera à ce que la carte soit également mieux connue des services publics et de la police.

Commenté [HA2]: De quoi s'agit-il ? European Disability Card ?

6. Lutte contre la pauvreté et accès aux droits (Pages 20-21)

Lutte contre la pauvreté

Un plan ambitieux de lutte contre la pauvreté sera élaboré en concertation avec les organisations de lutte contre la pauvreté, les entités fédérées, et d'autres parties prenantes.

Ce plan est basé sur cinq principes :

- 1) une détection active et précoce de la pauvreté;
- 2) la possibilité de ce fait de mieux atteindre les personnes et les familles dans la pauvreté, combinée à une politique déterminée débouchera sur la situation "1 ménage = 1 plan pauvreté". A cet effet, nous encouragerons pleinement les CPAS à adopter

- une approche de sensibilisation (outreach), à échanger rapidement leur données et à coopérer efficacement avec les organisations de première ligne, le pouvoir;
- 3) fédéral et les autorités régionales;
 - 4) l'amélioration du revenu des ménages dans la pauvreté et le recours aux droits ;
 - 5) l'emploi durable tant que levier très important pour la réduction de la pauvreté ;
 - 6) En tant qu'expert du vécu, les personnes dans la pauvreté constituent une voix essentielle. Nous
 - 7) œuvrerons dès lors à une politique participative, en communiquant avec elles plutôt qu'à leur propos.

[...]

Par conséquent, le Gouvernement encourage les CPAS à fournir un soutien financier supplémentaire, basé sur le système REMI, tel que développé par le Centre de conseil et de recherche budgétaires (CEBUD), pour les ménages aux revenus insuffisants, qu'il s'agisse d'un revenu, de l'aide sociale, des prestations ou du travail. Le soutien financier supplémentaire implique la participation à un processus d'activation sur mesure (que ce soit via le GPMI existant ou non).

A côté de l'augmentation des allocations sociales en direction du seuil de pauvreté, des systèmes complémentaires pour lutter contre la pauvreté sont en cours de déploiement tels que le système REMI susmentionné ou les territoires zéro chômeurs de longue durée.

Commenté [HA3]: Point d'attention

Dans les limites du cadre réglementaire concernant la protection de la vie privée, le Gouvernement mettra fin autant que faire se peut au non-recours aux droits et poursuivra ses efforts pour automatiser les droits sociaux. Ceux-ci seront au maximum octroyés sur la base du revenu et non du statut. Les organisations qui proposent des tarifs sociaux, exonérations, et avantages divers (musées et culture, énergie, télécoms, transports en commun, fiscalité, sports, etc.) à des populations précarisées (bénéficiaires des RIS, BIM, GRAPA, etc.) pourront consulter de manière plus intensive la Banque carrefour de la Sécurité sociale, afin que les droits dérivés puissent être autant que possible octroyés automatiquement sur la base des statuts sociaux. La BCSS se verra octroyer la mission et les moyens pour développer les applications nécessaires à l'automatisation des droits. Pour les droits qui ne peuvent pas être octroyés automatiquement, un outil numérique indiquant aux travailleurs sociaux sur la base du statut, du revenu, du domicile et de la situation de famille, à quelle aide locale et supralocale un ménage a droit, sera proposé.

[...]

Il sera examiné si la réglementation sociale et fiscale est encore adaptée aux formes actuelles de vie commune (dont les nouvelles formes de cohabitation et solidarité comme l'habitat intergénérationnel), et/ou de soins et aux choix de chacun.

7. Dossiers éthiques (pages 22-23)

(...)

Plus généralement, pour les questions éthiques, les parties s'engagent à charger une équipe multidisciplinaire d'experts d'évaluer scientifiquement la législation et de la confronter à la pratique, d'identifier les lacunes de la législation et d'élaborer des propositions d'adaptation avant de prendre des initiatives législatives par consensus.

PARTIE II. UN PAYS PROSPÈRE

1. Relance et transition (Page 24)

(...)

Plan de relance et transition interfédéral

Ce plan devrait donner un électrochoc à notre pays, renforcer notre économie, préparer notre pays pour le futur, soutenir la compétitivité ainsi que nos secteurs stratégiques. Nous avons en effet besoin d'une économie dynamique et prospère. Cela constitue une base pour la prospérité. Cela doit se faire avant tout par la création d'emplois. **Avoir un emploi de qualité est la meilleure protection sociale contre la pauvreté et pour la sécurité d'existence.** En outre, tous ceux qui paient des cotisations sociales et des impôts contribuent à notre sécurité sociale forte et à la société.

(...)

Un plan d'investissement interfédéral doit être établi pour concrétiser cette démarche et moderniser nos outils afin que notre pays reste compétitif et prospère. Cela se fera en collaboration avec les plans des entités fédérées et en concertation avec les pouvoirs locaux. Le plan d'investissements s'inscrira dans la continuité des différents domaines, précédemment définis dans le Pacte national d'Investissements stratégiques, notamment :

- la **numérisation et l'innovation dans les soins de santé** ;
- la transition énergétique ;
- **l'amélioration de nos infrastructures et de la mobilité** ;
- l'enseignement et la recherche universitaire ;
- l'agenda numérique (y compris la numérisation des services publics). Dans le strict respect de la protection de la vie privée, développement du partage des données publiques au profit des citoyens et des entreprises créatrices de valeur (PME, start-up, etc.) tout en veillant à garantir la maîtrise de ces dernières par les pouvoirs publics. ;
- la cybersécurité

(...)

S'agissant de la mobilité, les investissements au niveau fédéral seront surtout axés sur :

- le développement du réseau ferroviaire et de l'offre de trains et l'amélioration de la ponctualité ;
- l'amélioration des liaisons avec les réseaux ferroviaires étrangers ;
- la création de plateformes multimodales et le développement de cyclo-autoroutes et de solutions de mobilité intelligentes, le tout en collaboration avec les entités fédérées ;
- l'amélioration de l'accessibilité des zonings industriels, des ports et des pôles d'entreprises en collaboration avec les entités fédérées ;
- l'accélération de la mise en œuvre du RER ;
- l'amélioration et l'intensification du transport de marchandises par rail et, en collaboration avec les entités fédérées, par navigation intérieure ;
- Afin d'améliorer le processus législatif et de pouvoir résoudre encore plus rapidement les litiges administratifs, les procédures au Conseil d'État sont évaluées et, si nécessaire, réexaminées afin de raccourcir le temps de traitement et de promouvoir la sécurité juridique.

(...)

Le Gouvernement se fixe comme objectif **d'étendre considérablement les paiements électroniques.** Le consommateur doit toujours avoir la possibilité de payer de manière

électronique. Les plafonds pour le paiement sans contact seront à nouveau augmentés. Dans ce cadre, les organisations patronales, les organisations de protection des consommateurs et les banques seront consultées.

L'objectif n'est pas de supprimer complètement les paiements en espèces mais le Gouvernement entend les réduire de manière drastique d'ici la fin de la législature.

2. Marché et organisation du travail (Pages 29-31)

Marché du travail

Nous protégeons les personnes et le tissu social. Protéger les entreprises contre la crise permet d'éviter au maximum les licenciements. Des mesures telles que le chômage temporaire, le droit passerelle, le gel de la dégressivité des allocations de chômage ont préservé le pouvoir d'achat des employés et des indépendants ces derniers mois.

Le chômage temporaire pour force majeure est utilisé comme alternative à une nouvelle prolongation du congé parental corona, sur la base d'un certificat spécifique de quarantaine, pour les parents d'enfants en âge scolaire, les enfants en crèche et les enfants handicapés en établissement, lorsqu'ils ne peuvent être pris en charge qu'à domicile en raison du COVID-19. Ce certificat sert à permettre à l'un de ces parents d'avoir accès au système de chômage temporaire en raison du COVID-19. Le cadre réglementaire sera adapté pour que cette forme de chômage temporaire puisse être appliquée aux parents concernés.

Le Gouvernement soutient le règlement SURE dans le cadre duquel l'Union peut apporter une aide financière à un État membre qui connaît ou risque de connaître de graves perturbations économiques à la suite du Covid-19. Il demande que cette assistance soit maintenue pendant toute la durée de la pandémie.

Le Gouvernement surveillera l'impact socio-économique de la pandémie de Covid-19, ainsi que les mesures de soutien prises, au niveau des travailleurs, des entreprises et de l'économie. (...)

Le taux d'emploi et le taux d'activité ne peut augmenter de manière substantielle que si nous progressons également au sein des groupes vulnérables. Bon nombre de personnes veulent travailler mais font face à des obstacles.

Les personnes non actives sur le marché du travail sont encouragées et aidées à faire le pas vers un emploi.

Il s'agit notamment des personnes percevant un revenu d'intégration sociale, des malades de longue durée et des personnes porteuses d'un handicap. Les obstacles à l'emploi et au fait de travailler davantage seront également levés. Nous renforcerons la concertation et la coopération avec les entités fédérées (en ce compris la CIM, le Conseil supérieur national de la personne handicapée).

Commenté [HA4]: Point d'attention.

Le régime de cumul sera optimisé tant dans l'assurance chômage que dans le revenu d'intégration pour que le fait de travailler plus soit davantage rémunérateur.

Le système de « tremplin-indépendants » sera évalué et amélioré.

Pour les personnes porteuses d'un handicap, le fil conducteur de la politique est la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées.

Pour les personnes porteuses d'un handicap, les seuils financiers pour pouvoir travailler (à temps partiel) seront supprimés. Le Gouvernement mettra en œuvre pour ce groupe cible un système de reprise du travail volontaire s'inspirant de celui de l'assurance incapacité de travail et s'attachant à la spécificité du groupe cible. Nous soutenons également l'esprit d'entreprise chez les personnes en situation de handicap et facilitons le démarrage d'une activité indépendante, notamment en abaissant spécifiquement pour ce groupe les conditions financières d'accès au statut social des indépendants.

Nous adoptons une approche positive, en examinant ce que les gens peuvent faire et veulent faire et en donnant à chacun toutes les possibilités de participer à la société.

En concertation avec les partenaires sociaux, la réintégration des malades de longue durée au travail et sur le marché de l'emploi sera encore renforcée. Dans ce but, les recommandations de l'avis unanime (numéro 2099) du CNT de septembre 2018 seront entre autres appliquées.

[...]

L'organisation et la gestion des processus de réintégration seront évaluées. Les procédures seront simplifiées et alignées afin qu'un plus grand nombre de travailleurs puissent entamer et mener à bien un processus de réintégration (plus rapidement). Ce parcours est basé sur une approche multidisciplinaire impliquant les services de l'emploi en temps utile.

Il faut apporter aide et conseil aux entreprises et aux travailleurs pour qu'ils entament et mènent à bien les parcours de réintégration. Des *disability managers*, par exemple, peuvent être affectés à cette fin. On veillera à cet égard au caractère multidisciplinaire de l'accompagnement.

Nous entamons une réflexion pour appliquer la même philosophie avec des conseils sur mesure à d'autres groupes cibles tels que les fonctionnaires et les indépendants, en consultation avec les partenaires sociaux concernés.

(...)

Nous voulons prévenir l'augmentation permanent d'incapacités de travail (de longue durée) en aidant les employeurs et les travailleurs à mettre en place des conditions de travail plus faisables, en concertation avec les partenaires sociaux.

La responsabilisation de l'ensemble des acteurs concernés, c'est-à-dire les employeurs, les employés et les médecins (médecin généraliste, médecin du travail, médecin-conseil) est à cet égard d'une grande importance, tant en termes de prévention que de réintégration. Une fois que l'organisation et la gestion des parcours de réintégration auront été mises en place, y compris le soutien nécessaire, les incitants financiers seront également examinés dans ce contexte.

Nous accordons une attention particulière à la lutte pour la diversité et contre toutes les formes de discrimination. Le Gouvernement mettra en place un monitoring académique de la diversité et de la discrimination au niveau des secteurs.

Nous améliorerons également l'application des actuels tests de discrimination.

(...)

Le Gouvernement lance une consultation avec les partenaires sociaux sur la simplification, l'harmonisation et l'optimisation des différents systèmes de congés, en accordant une

Commenté [HA5]: Point d'attention ! Le statut d'indépendant complémentaire sera-t-il accessible aux bénéficiaires des allocations aux personnes handicapées ?

attention particulière aux motifs de congé liés aux soins et à la conciliation de la vie professionnelle et familiale.

(...)

4. Entreprises publiques (pages 37-38)

(...)

En ce qui concerne Bpost, le Gouvernement adaptera le cadre postal et le contrat de gestion relatif au service postal universel aux besoins changeants des citoyens et des entreprises. Pour cela, il tiendra compte de plusieurs objectifs : l'évolution des services, en assurant l'équilibre financier de la prestation du service universel ; le maintien des services publics de qualité et d'un réseau de proximité (en particulier dans les zones rurales et urbaines fragilisées) ; l'ajout de nouveaux services publics innovants, en tenant compte des citoyens les plus vulnérables dans la transformation numérique. Enfin, le Gouvernement prendra des mesures pour investir dans les objectifs climatiques et l'environnement, au sein du secteur postal.

5. Pouvoir d'achat (pages 38-39)

La pension minimum sera progressivement relevée (carrière complète et incomplète) vers 1500 euros nets pour une carrière complète (réduits au prorata de l'écart entre la carrière et 45 années, en cas de carrière incomplète). Les allocations les plus basses seront progressivement augmentées en direction du seuil de pauvreté.

Le montant minimum des indemnités d'incapacité de travail est avancé et passe du septième mois au deuxième mois d'incapacité de travail pour que les travailleurs à bas salaire puissent aussi prétendre à une protection valable de leurs revenus en cas de maladie.

Des modalités spécifiques seront prévues pour éviter les pièges à l'emploi. Pour les personnes en situation de handicap, le prix de l'amour et le prix du travail seront encore réduits afin de pouvoir participer pleinement à la société.

Le travail (supplémentaire) devra toujours être financièrement intéressant pour la personne concernée et sa famille.

Pour la réalisation des objectifs ci-dessus, le Gouvernement mettra à disposition les enveloppes bien-être ainsi qu'un budget supplémentaire.

S'agissant du montant et de la répartition des enveloppes bien-être, la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations sera respectée, comme cela a été le cas ces dernières années. Le Gouvernement demande donc aux partenaires sociaux de tenir compte des objectifs susmentionnés dans leur proposition de répartition des enveloppes bien-être.

Lors de la répartition des enveloppes, il convient en outre de garder à l'esprit qu'un système de sécurité sociale solide et efficace repose sur un mélange équilibré de solidarité et d'assurance. Cela nécessite, d'une part, une sécurité sociale avec des minimas sérieux qui permettent de lutter contre la pauvreté. D'autre part, l'aspect assurantiel de nos allocations est aujourd'hui affecté par de faibles taux de remplacement qui, pour de nombreuses catégories de revenus, ne sont pas satisfaisants.

Commenté [HA6]: Point d'attention. A ce stade, on ne parle pas de réforme de la loi de 1987, mais plus loin dans la note, on parle de modernisation du régime.

Afin d'augmenter le pouvoir d'achat des actifs, des mesures fiscales et parafiscales peuvent être prises pour augmenter le salaire net. Des mesures sont prises non seulement pour les salaires les plus bas, mais également pour les salaires moyens inférieurs. En effet, c'est dans cette catégorie salariale que le piège de l'inactivité est le plus important. Il est également important de ne pas creuser davantage le piège de la promotion. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la réforme fiscale plus large qui est préparée et mise en oeuvre dans le cadre du plan de relance et transition à long terme (voir ci-dessous).

6. Politique des consommateurs et de la concurrence (page 40)

[...]

Des services financiers corrects et abordables

Le secteur financier doit pouvoir continuer à jouer pleinement son importante fonction de service dans notre société, avec un accent particulier sera mis sur la protection des consommateurs.

[...]

Le Gouvernement veillera à ce que l'accès aux services bancaires de base ne reste pas lettre morte pour les groupes vulnérables qui ont besoin de services adaptés, comme les personnes en situation de handicap, les personnes âgées ou les personnes qui n'ont pas d'accès numérique aux services bancaires.

[...]

Le Gouvernement évaluera les services fournis dans le cadre du service bancaire de base et augmentera sa publicité, en accordant une attention particulière à l'accessibilité des extraits de compte physiques.

(...)

Le Gouvernement prendra des mesures pour améliorer le droit à l'oubli dans la législation sur les assurances. Il examinera si et dans quelles conditions la liste des maladies chroniques peut être encore complétée. Le Gouvernement examinera comment le droit à l'oubli peut être étendu à d'autres assurances liées à la santé.

Télécom

Dans notre société digitalisée, une part croissante de la vie se déroule en ligne. Ceux qui ont peu accès à internet, via leur téléphone portable ou leur ordinateur, prennent du retard. Afin de réduire la fracture numérique, le système des tarifs sociaux dans les télécom sera réformé afin de donner à chacun la chance de participer à la société numérique (télétravail et éducation numérique). Le Gouvernement étudiera la possibilité de permettre aux consommateurs qui bénéficient du tarif social des télécommunications de choisir des services mobiles au lieu de services fixes.

7. Fiscalité juste et perception correcte (page 43)

(...)

Dans ce cadre, le Gouvernement prépare une large réforme fiscale afin de moderniser, simplifier et rendre le système fiscal plus équitable et plus neutre. De cette manière, cette

réforme répondra aux engagements du Gouvernement repris dans le présent accord Gouvernemental. Tels que :

- L'augmentation du taux d'emploi;
- Le soutien aux ambitions climatiques;
- L'encouragement de l'entrepreneuriat;
- La stimulation des investissements;
- La lutte contre pauvreté
- Le soutien à la famille

(...)

Le Gouvernement prendra des mesures pour alléger la fiscalité des ménages et mieux la faire coïncider avec l'équation famille-travail et le soin aux membres de la famille âgés habitant sous le même toit. Cela peut se faire en augmentant la réduction d'impôt pour la garde d'enfants. De plus, le supplément de quotité de revenu exemptée d'impôt pour la garde de proches (grands-)parents et frères/sœurs à charge de plus de 65 ans sera augmenté.

PARTIE III UN PAYS SÛR

1. Justice et Sécurité

(...)

Informatisation

L'informatisation poussée de la justice se poursuivra. Pour ce faire, les plateformes informatiques de l'ordre judiciaire seront modernisées et harmonisées.

La numérisation permettra au citoyen de consulter partout son dossier. Des guichets uniques seront créés pour que les citoyens et les entreprises aient plus facilement accès à leurs dossiers judiciaires.

(...)

Fonctionnement

Le fonctionnement de la justice doit être rendu plus efficace, plus accessible et plus compréhensible.

Le Gouvernement évaluera également les possibilités d'améliorer l'accès et la qualité de l'aide juridique offerte aux publics vulnérables qui font face à une multitude de problèmes juridiques et sociaux. Dans ce cadre, une approche transversale et multidisciplinaire sera envisagée. Des projets pilotes seront également possibles.

(...)

Des capacités adaptées seront nécessaires dans les centres de psychiatrie légale et les prisons. L'exécution des masterplans pour détenus et internés sera poursuivie et actualisée après évaluation.

Dans la mise en œuvre des masterplans, la première priorité ira à la construction des nouveaux centres de psychiatrie légale (Alost, Paifve et Wavre). Dans l'évaluation des masterplans, il sera tenu compte du fait que les internés ne sont pas à leur place dans le milieu carcéral.

Le Gouvernement portera le niveau des soins de santé mentale pour les détenus et les personnes internées qui relèvent de l'administration pénitentiaire, au niveau appliqué dans la

société, et s'inspirera à cet égard entre autres des centres de psychiatrie légale. Il intégrera ce point dans l'évaluation des masterplans.

(...)

PARTIE IV. UN PAYS DURABLE

1. Climat et énergie

(...)

Une **facture énergétique abordable** est essentielle pour les citoyens et les entreprises. Les prix sont également soumis à un contrôle continu. En outre, une norme énergétique sera introduite pour les citoyens comme pour les entreprises. Le coût du CRM dans la facture énergétique, qui n'entrera en vigueur qu'à partir de 2025, sera compensé par une réduction proportionnelle de la part fédérale dans la facture.

4. Mobilité (Page 64)

4.1. Rail

(...)

Ce Gouvernement consentira des investissements supplémentaires dans les chemins de fer. Ils se concentreront sur :

- l'achat de nouveau matériel roulant ;
- la modernisation, la maintenance, l'accessibilité et la multimodalité des gares ;
- **l'accessibilité des trains et des quais**. Nous investirons également dans l'accessibilité des trains et des quais : nous accélérerons les travaux de rehaussement des quais et raccourcirons la période de réservation pour une assistance. Toute gare accueillant plus de 5 000 passagers par jour sera ainsi mieux accessible d'ici à 2024. Le nouveau matériel ferroviaire acheté par la SNCB sera accessible aux personnes en situation de handicap. L'accessibilité actuelle sera évaluée et, sur cette base, un plan d'action échelonné pour améliorer l'accessibilité sera établi ;
- le renouvellement et l'entretien de l'infrastructure ferroviaire ;

(...)

Au-delà des contrats de gestion, le rail a besoin d'un pilotage et d'une vision à long terme de ce que devra être le service ferroviaire en Belgique. Le SPF Mobilité et Transports, soutenu par Infrabel, la SNCB et les différentes parties prenantes, comme les entreprises de transports régionales, développeront une vision du service et de l'exploitation attendue d'ici à 2040. Cette vision sera basée sur des objectifs ambitieux en termes de part modale et visera notamment le **développement d'un système intégré de transports publics**.

(...)

À court terme, le Gouvernement conclura de nouveaux contrats de gestion comportant des sanctions, avec des objectifs durables et ambitieux : amélioration de la ponctualité, de l'offre des services (y compris plus de correspondances en début, fin de soirée, la nuit et le week-end), du confort, de l'accessibilité (également via d'autres moyens de transport tels que le vélo en vue d'une mobilité multimodale), des infrastructures, de l'internet dans le train, de la sécurité, de la rentabilité et de la productivité.

Commenté [HA7]: Point d'attention

Le système tarifaire sera fortement simplifié. Le tarif le plus avantageux sera systématiquement proposé au voyageur et la flexibilité en matière de tickets et de tarifs sera recherchée. La SNCB disposera d'une autonomie accrue en matière tarifaire dans la mesure où elle s'inscrit dans le cadre du contrat de gestion.

(...)

Ce Gouvernement consentira des investissements supplémentaires dans les chemins de fer. Ils se concentreront sur :

- l'achat de nouveau matériel roulant ;
- la modernisation, la maintenance, l'accessibilité et la multimodalité des gares ;
- l'accessibilité des trains et des quais. Nous investirons également dans l'accessibilité des trains et des quais : nous accélérerons les travaux de rehaussement des quais et raccourcirons la période de réservation pour une assistance. Toute gare accueillant plus de 5 000 passagers par jour sera ainsi mieux accessible d'ici à 2024. Le nouveau matériel ferroviaire acheté par la SNCB sera accessible aux personnes en situation de handicap. L'accessibilité actuelle sera évaluée et, sur cette base, un plan d'action échelonné pour améliorer l'accessibilité sera établi ;
- le renouvellement et l'entretien de l'infrastructure ferroviaire ;
- L'extension de la capacité du transport des personnes : RER, ANGELIC, amélioration des
- connexions entre les gares bruxelloises, en particulier la jonction Nord-Midi, et des liaisons transfrontalières

PARTIE V. UN PAYS DE COOPÉRATION ET DE RESPECT

1. Réformes institutionnelles (page 69)

(...)

Au cours de la prochaine législature, le Gouvernement entend apporter une contribution importante à la modernisation, à l'augmentation de l'efficacité et à l'approfondissement des principes démocratiques des structures de l'État. Le Gouvernement lancera un large débat démocratique sur ce sujet, impliquant notamment les citoyens, la société civile et les milieux académiques, ainsi qu'un dialogue entre les représentants politiques, mené par vice deux ministres (un néerlandophone et un francophone) pour évaluer la structure existante.

Le Gouvernement chargera également les deux ministres chargés des réformes institutionnelles d'établir une liste provisoire d'articles de la Constitution à réviser. Cette liste fera l'objet d'une annonce au Sénat et à la Chambre dès le début de la législature. A tout le moins, cette liste du Gouvernement comprendra l'article 195. Au terme du débat démocratique, la liste sera complétée par les articles nécessaires pour en traduire les orientations, notamment en matière de renouveau démocratique et de répartition des compétences.

L'objectif est une nouvelle structure de l'Etat à partir de 2024 avec une répartition plus homogène et plus efficace des compétences dans le respect des principes de subsidiarité et de solidarité interpersonnelle. Cela devrait conduire à un renforcement des entités fédérées dans leur autonomie et du niveau fédéral dans son pouvoir.

(...)

Afin de répondre aux besoins et aux dynamiques spécifiques des différentes régions du pays, l'Etat fédéral pourra faire usage de la possibilité d'exercer ses compétences de manière asymétrique en fonction de la région, de la communauté ou de la sous-région concernée ("place based policies"). Cela se fera dans le respect des principes d'égalité et de non-discrimination. De cette manière, l'autorité fédérale pourrait coordonner sa politique sur celle des communautés et des régions quand il s'agit de certaines compétences partagées, comme dans les domaines de l'emploi et des soins de santé.

(...)

Le Comité de concertation, sera le point central de la concertation, de la coopération et de la coordination entre l'État, les Communautés et les Régions, se réunira plus régulièrement en vue d'aligner plus étroitement les politiques, dans le respect des compétences de chacun. Nous garantissons que les conférences interministérielles essentielles se réuniront régulièrement et nous nous engageons à améliorer le fonctionnement des CIM, y compris la désignation des présidences.

2. Renouveau démocratique

(...)

Via son règlement, la Chambre mettra en œuvre la loi sur la nouvelle initiative citoyenne, par laquelle une pétition de citoyens peut donner lieu à des propositions d'initiative législative en commission compétente de la Chambre

(...)

Afin d'approfondir cette première série de réformes, une dynamique sera également lancée à la Chambre des représentants, impliquant les citoyens, le monde universitaire et la société civile. L'objectif de ce processus sera d'examiner comment la Constitution et la législation peuvent être modernisées afin de renforcer la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux. Ce processus aboutira à la formulation de recommandations.

Les éléments suivants seront notamment abordés :

- une plus grande implication des citoyens dans les processus décisionnels, dans le respect des principes de notre démocratie représentative ;
- une modernisation des libertés et droits constitutionnels, sans préjudice des droits et libertés constitutionnels existants ;
- ...

3. Vivre ensemble (Page 73)

Égalité des chances et lutte contre la discrimination

[...]

Le Gouvernement veillera à ce que le centre pour l'égalité des chances Unia puisse pleinement jouer son rôle d'institution indépendante publique chargée de combattre la discrimination.

Nous veillerons à ce que les conseils d'administration des différents centres d'égalité des chances soient composés de manière équilibrée, afin que tous les acteurs pertinents soient impliqués au maximum pour réussir la lutte pour l'égalité des chances, pour la diversité et contre la discrimination.

Un institut des droits humains performant doté d'un statut international A, sera constitué au cours de cette législature. Nous créerons un institut interfédéral des droits humains disposant d'une procédure de plainte.

Le paysage constitué par les différents organes publics de promotion de l'égalité et des droits de l'Homme et les administrations concernées sera évalué. Les mesures nécessaires seront prises pour renforcer la coopération en son sein et son efficacité.

Un plan d'action pour l'accessibilité universelle sera lancé au cours de cette législature, dont le but ultime sera l'accessibilité structurelle de l'espace et des services publics. Ce plan d'action fournira, au minimum, des lignes directrices standardisées, des objectifs et un suivi de ceux-ci. Dans le même temps, le Gouvernement améliorera, à court terme, l'accessibilité physique et numérique du système judiciaire, des transports publics et des bâtiments publics.

Commenté [HA8]: Point d'attention

Nous ferons de l'État un exemple de gestion inclusive du personnel et nous nous engageons à faire en sorte que le personnel reflète la diversité de la société.

Le Gouvernement consentira des efforts supplémentaires pour atteindre son objectif d'au moins 3 % d'emplois de personnes en situation de handicap dans les services publics, notamment via ses politiques de recrutement et d'environnement de travail.

Nous évaluerons la méthode de suivi, en accordant une attention particulière à l'actuel *underreporting* et à la conformité des définitions utilisées par les Nations Unies, dans le cadre d'un plan d'action concret que le Gouvernement développera afin de rendre les services publics plus inclusifs.

Le Gouvernement modernisera l'attribution des allocations, soutiendra la DG Personnes handicapées (DG HAN) et renforcera le caractère multidisciplinaire de l'évaluation médicale.

Commenté [HA9]: Point d'attention : réforme de la loi de 1987 ?

Le plan d'action de la DG HAN sera poursuivi et affiné.

Le Gouvernement évaluera et harmonisera la fonction, les conditions et la carrière des médecins au sein des services publics fédéraux et les institutions partenaires, afin que cette fonction soit suffisamment attrayante.

(...)

VI. LA BELGIQUE, UNE VOIX FORTE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

(...)

L'Union européenne est une économie sociale de marché unique, dans laquelle l'économie peut se développer tout en réduisant la pauvreté et les inégalités sociales. La Belgique soutiendra le développement du pilier social et l'initiative de la Commission européenne visant à garantir un salaire minimum dans l'UE et à développer un système européen permanent de réassurance chômage

Commenté [HA10]: Dossier du BDF

(...)